

Unité départementale Aube/Haute-Marne

TROYES, le

25 JUL. 2022

Nos réf. : SAU/NC/NS n° 22-319

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/06/2022

Contexte et constats

Publié sur



PETIT BATEAU

15, Rue du Lieutenant Pierre Murard
B.P. 525
10000 TROYES

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/06/2022 dans l'établissement PETIT BATEAU implanté 15, Rue du Lieutenant Pierre Murard B.P. 525 10000 TROYES. L'inspection a été annoncée le 28/06/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Afin d'échanger au sujet des renforcements de prescriptions en période de sécheresse avec l'exploitant, l'inspection des installations classées s'est rendue sur site le 30 juin 2022.

L'inspection des installations classées a profité de ces échanges pour réaliser une visite d'inspection.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PETIT BATEAU
- 15, Rue du Lieutenant Pierre Murard B.P. 525 10000 TROYES
- Code AIOT dans GUN : 0005702103
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

Situé dans l'agglomération Troyenne et site historique de la marque depuis 1893, l'établissement exploite des activités de tricotage, ennoblissement et confection mais également des activités de développement de produit, de logistique et de gestion financière et commerciale, ainsi que toutes les opérations transversales comme la maintenance. Environ 600 personnes travaillent sur le site et environ le double dans le département de l'Aube.

La société PETIT BATEAU appartient au groupe ROCHER qui possède les marques telles que Yves ROCHER, Dr Pierre RICAUD, Daniel JOUVANCE, STANHOME-KIOTIS, ... et emploie près de

15 000 personnes (2015). Il s'agit d'un groupe d'envergure internationale dont le siège social est implanté dans le Morbihan.

Au titre des installations classées pour la protection de l'environnement, la société PETIT-BATEAU à TROYES exploite des installations d'application de teinture et d'apprêts sur des matières textiles (activités classées dans la nomenclature sous la rubrique 2330) et est réglementée par l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 03-047A du 17 novembre 2003.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Prélèvements en eau

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Couverture des forages	Arrêté Préfectoral du 17/11/2003, article 3.2	/	Sans objet
Relevé des prélèvements d'eau	Arrêté Préfectoral du 17/11/2003, article 3.3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les installations sont conformes aux prescriptions contrôlées. Aucune suite administrative n'est donc nécessaire concernant ces prescriptions.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Couverture des forages

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/11/2003, article 3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvements
Prescription contrôlée : [...] La partie supérieure des puits doit être conçue pour éviter tout risque d'introduction dans la nappe de substances polluantes.
Constats : Les forages 2 et 3 sont couverts par une plaque en métal.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Relevé des prélèvements d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/11/2003, article 3.3
Thème(s) : Risques chroniques, prélèvements
Prescription contrôlée : Les installations de prélèvement d'eau doivent être munies d'un dispositif de mesure totalisateur. [...]
Constats : Les forages 2 et 3 sont chacun associés à un débitmètre télé-relevé.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet